

Stratégies et outils pour aider les femmes dans la sphère publique à faire face à la violence fondée sur le genre en ligne et hors ligne

Table ronde en ligne organisée à l'occasion de la
Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

Lundi 25 novembre 2024, 14 h 00-16 h 00 (HNEC)

(Lien d'inscription : docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdrVmYXmKKF6XY2PhHA7NBcdw-DilhS42Sd7WgaeXORbJxzA/viewform)

En 2024, la politique est toujours un fief masculin. À l'échelle mondiale, on compte seulement 27 % de femmes parlementaires et moins d'une chambre parlementaire sur quatre est présidée par une femme. On observe aujourd'hui un ralentissement des progrès qui étaient jusqu'ici réguliers dans ce domaine. Au 1^{er} octobre 2024, le pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux n'avait progressé que de 0,1 point depuis le début de cette année marquée par la tenue de scrutins majeurs dans de nombreux pays.

La violence fondée sur le genre – qui va de propos et comportements ouvertement sexistes en ligne et hors ligne jusqu'au féminicide – reste l'un des principaux obstacles à la participation égale et entière des femmes à la prise de décisions politiques. Plusieurs études menées par l'UIP depuis 2016 ont mis en lumière les taux élevés de violence envers les femmes parlementaires dans le monde : entre 80 et 85 % des parlementaires sondées ont déclaré avoir été confrontées à une forme de violence psychologique au cours de leur mandat. Les femmes élues au niveau local font face à des attaques similaires. Les plateformes en ligne et l'intelligence artificielle (IA) sont de plus en plus souvent utilisées pour discréditer et intimider les femmes actives sur la scène politique, ce qui aggrave et multiplie les formes de violence à leur encontre.

Si la violence fondée sur le genre touche les femmes dans tous les domaines de la vie et représente partout une sérieuse menace pour leur bien-être, la violence faite aux femmes occupant des fonctions politiques représente un défi majeur pour la démocratie, car elle empêche ces dernières d'exercer pleinement leur mandat public et décourage d'autres femmes de participer à la vie politique.

L'UIP a été à l'avant-garde en ce qui concerne la collecte de bonnes pratiques pour lutter contre la violence faite aux femmes dans les parlements¹. Elle permet aussi aux femmes parlementaires du monde entier de se réunir. L'UIP a fait en sorte que la lutte contre la violence à l'encontre des femmes dans les parlements et en politique soit au cœur de ses plateformes interparlementaires et de leurs objectifs. Tout récemment, la 149^e Assemblée de l'UIP, tenue à Genève en octobre 2024, a adopté à l'unanimité la résolution intitulée [L'impact de l'intelligence artificielle sur la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit](#), qui exhorte les parlements à "prioriser la prévention, l'élimination [...] [de] toutes les formes de violence et de discrimination fondées sur le genre générées ou facilitées par l'IA, y compris une meilleure modération des contenus, des mécanismes de signalement accessibles et efficaces, et l'établissement de procédures de retrait de contenus illicites".

Comment les parlements et les autres acteurs concernés peuvent-ils intensifier leur action pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence fondée sur le genre hors ligne et en ligne, y compris la violence générée ou facilitée par l'IA ? Plus généralement, quelles stratégies et synergies doivent être mises en œuvre pour bâtir un espace public exempt de sexisme et de violence ? Quel soutien et quels outils spécifiques peuvent être mis à la disposition des femmes actives en politique pour qu'elles puissent parer au sexisme et à la violence fondée sur le genre auxquels elles sont confrontées ?

¹ UIP, [Lignes directrices pour l'élimination du sexisme, du harcèlement et de la violence à l'égard des femmes dans les parlements](#) (2019).

Ces questions seront abordées lors d'une table ronde en ligne qui se tiendra le lundi 25 novembre 2024 à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Un service d'interprétation sera assuré en anglais, arabe, espagnol et français.

La table ronde est organisée par l'UIP et ses partenaires dans le contexte du projet pour le leadership des femmes (WYDE) "Faire progresser la participation politique et la prise de décision des femmes à travers un changement des normes sociales, le réseautage et le plaidoyer mondial", qui sera mis en œuvre entre 2024 et 2027 par ONU Femmes, International IDEA, l'UIP et l'organisation Cités et gouvernements locaux unis – avec le soutien de la Commission européenne – dans le cadre de l'initiative de l'Union européenne (UE) pour la participation démocratique des femmes et des jeunes.

Objectifs

Dans le droit fil du projet pour le leadership des femmes (WYDE), la table ronde en ligne visera à :

- mettre en commun les connaissances en matière de violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes en politique afin de mieux comprendre ce phénomène ;
- recenser les initiatives en cours et à venir ayant pour but d'aider les femmes en politique à prévenir le sexisme et la violence fondée sur le genre qui les visent en ligne et hors ligne, à y faire face et à s'en remettre ;
- fournir des orientations pour l'élaboration de nouveaux outils adaptés aux besoins des femmes parlementaires ;
- renforcer les partenariats entre les femmes dirigeantes, et entre les femmes dirigeantes élues et les acteurs de la société civile, les dirigeantes féministes et d'autres partenaires de l'initiative WYDE de l'UE et de la Coalition d'action sur les mouvements et le leadership féministes de Génération égalité.

Participation

La table ronde en ligne est ouverte aux parlementaires, aux représentants de la Commission européenne et de l'initiative WYDE de l'UE, aux partenaires du projet pour le leadership des femmes (WYDE), aux dirigeants et aux porteurs d'engagements de la Coalition d'action sur les mouvements et le leadership féministes de Génération égalité, et à des invités issus de la société civile, d'organisations internationales, de gouvernements locaux, régionaux ou nationaux, du monde universitaire et des médias.

Programme provisoire

Remarques liminaires (14 h 00-14 h 10)

Séance 1 – Aider les femmes dans la sphère publique à faire face à la violence fondée sur le genre, y compris en ligne : bonnes pratiques (14 h 10-15 h 10)

Présentations (14 h 10-14 h 30)

Interventions des participants (2 min. par intervention – 14 h 30-15 h 10)*

Les participants seront encouragés à présenter les initiatives mises en œuvre au sein de leurs parlements, partis politiques ou organisations pour aider les femmes dans la sphère publique à faire face à la violence fondée sur le genre en ligne.

Séance 2 : De quels outils les femmes dans la sphère publique ont-elles besoin pour faire face à la violence fondée sur le genre ? (15 h 10-15 h 55)

Présentations (15 h 10-15 h 30)

Discussion ouverte en vue de déterminer les outils spécifiques dont les femmes dans la sphère publique ont besoin pour faire face à la violence fondée sur le genre (2 min. par intervention – 15 h 30-15 h 55)*

Synthèse et prochaines étapes (15 h 55-16 h 00)

* Les interventions seront limitées à 2 minutes. Toute contribution nécessitant plus de temps pourra être communiquée par écrit via le forum de discussion en ligne de la réunion.